

Réunion du 3 avril 2013

Visioconférence Rennes-Brest

Ordre du jour

- Présentation de l'outil signalement
- Tour de table des territoires (29 et 35)
- Présentation des processus de mise à jour (société TomTom)
- Retour sur le groupe national Afigéo Adresse

Présents	Excusés	Membres	Service / Fonction
1		BARBIER David	TomTom
1		BLOUIN Thierry	IGN
1		BODET Frédéric	Coglais communauté
1		CHAUVIN Frédéric	Rennes Métropole
1		COTTU Pierre-Yves	Saint Brieuc agglomération
	1	COURSIN Nathalie	La Poste
	1	FORTIN Thomas	SAFI
1		GERARD Francois	SDIS29
1		JACQ Tanguy	CC du Pays d'Aubigné
1		LE GUEN Jean-Christophe	BMO/Pavs de Brest
1		LE PRIOL Estelle	Montfort Communauté
1		LEMAITRE Gautier	TomTom
	1	MASSIOT Dominique	SDIS29
1		MÉVEL-VIANNAY Stéphane	CG d'Ille-et-Vilaine
	1	MILLE Mickaël	Saint Brieuc agglomération
	1	MOREAU Joëlle	La Poste
1		PATRAULT Cyril	SDIS35
1		PELHATE Sébastien	Région Bretagne
1		PORHIEL Isabelle	Région Bretagne
1		VINSONNEAU Lydie	Région Bretagne
1		VOURC'H Grégoire	BMO/Pavs de Brest
16	5		

Préambule

Le pôle métier se déroule exceptionnellement en présence d'acteurs nationaux sur l'adresse : TomTom, IGN (La Poste s'est excusé) et avec l'agréable compagnie d'œufs de Pâques apportés par Estelle pour les présents sur Rennes (merci à elle!).

Présentation de l'outil SIGN'ADRESSE

S. Pelhate présente l'outil développé par ses soins dans le cadre du pôle métier voirie-adresse de GéoBretagne afin de répondre à la demande des acteurs du territoire : <http://geobretagne.fr/signalement/>

Spécifications

- outil basé sur des flux OGC,
- différents fonds de plan disponibles (et notamment le fond de plan de l'acteur légitime pour mise à disposition du fond de plan voirie et adresse),
- création d'un signalement (ponctuel) avec récupération automatique du nom de commune via localisation et possibilité de joindre un acte officiel ou un plan détaillé,
- possibilité de filtrer les signalements les plus récents,
- possibilité de s'abonner au flux RSS des nouveaux signalements en globalité et/ou par emprise,

- **export** : possibilité de télécharger les signalements de monter les flux OGC de signalements sur son propre outil
- **import** : fonctionnalité permettant aux organismes disposant de leur propre outil de signalement (ex. SDIS29 sur RI-PART - et SDIS35 sur outil maison) de remonter leurs informations sur la plateforme régionale.

Echanges

- TomTom souhaite savoir si les données sont de confiance ("trusted") : pas de processus de validation mais possibilité d'accéder à la délibération si elle est disponible et l'auteur du signalement est différencié (contributeur public ou privé) ;
- G. Vourc'h indique qu'en matière de pièces jointes : il faudra sensibiliser les communes pour qu'elles soignent les pièces transmises (plans lisibles par ex.).

Tour des tables des animations locales

29

Un groupe finistérien a été monté et il regroupe un certains nombres d'acteurs La Poste, IGN, SDIS, DDFIP, le Pays, les communes.

L'objectif est de substituer les échanges courrier par l'application SIGN'ADRESSE.

Au départ un courrier commun a été envisagé pour expliquer le contexte aux communes (outil SIGN'ADRESSE) mais le

processus décisionnel de la Poste risque d'être trop long par rapport aux besoins du SDIS et du Pays de Brest notamment. Donc finalement, le courrier sera uniquement signé du SDIS29 pour aller vite.

Une rencontre est prévue avant l'été entre le SDIS 29 avec toutes les communes ainsi qu'une réunion avec tous les partenaires auprès des Pays et EPCI.

Sur le Pays de Brest, l'actualisation sur fond de plan Pays de Brest (libre de droit) avec des référents (géomaticiens) en communes.

Sur le différentiel du territoire « département - Pays de Brest », c'est le SDIS 29 qui entretiendra le fond de plan à partir des remontées des signalements des communes.

Le SDIS29 utilise la BD Uni de l'IGN (mise à jour en continu).

Il faudra donc étudier le fond de plan à faire apparaître sur l'application SIGN'ADRESSE afin qu'il soit le plus à jour possible (car il est souligné que plus la réactivité est grande pour la prise en compte des signalements et plus le processus fonctionne) :

- Flux BD Adresse en WMTS pour le moment (à voir pour flux vecteur dans l'avenir) : mais inconfortable sur le délai de mise à jour (tous les 6 mois) ;
- Flux SCAN EXPRESS : car cycle de mise à jour plus rapide que le Scan25 ; test à faire sur les flux SCAN EXPRESS issu

du GéoPortail mis à jour tous les 6 mois environ ;

- Scénario idéal au niveau de la réactivité de la mise à jour : voir possibilité d'accéder au flux de la BD UNI ;
- Voir pour expérimentation flux OGC du fond de plan à jour et transitoire entre-tenu par le SDIS29.

22

Projet sur Pays de Saint-Brieuc avec agglomération.

Le modèle de données qui sera retenu devrait être un mixte de ce qui existe déjà et a pour but - entre autres - de répondre au besoin « plan de ville ».

Dans ce cadre, le Pays et l'agglomération pourraient être intéressés pour utiliser l'application SIGN'ADRESSE.

Diffusion du fond de plan : pas encore ré-éché.

35

Territoire hors Rennes Métropole (SDIS35)

Le SDIS35 s'appuie sur les communautés de communes (CC).

Il y a consensus sur les signalements (SIGN'ADRESSE) et chacun doit rester souverain sur le choix du fond de plan et de sa gestion. Le SDIS ira voir toutes les communes soit directement, soit via la CC.

Partenariat avec La Poste pour sensibiliser les communes.

A noter : lever le point sur la légitimité du référent en CC (idée d'une convention et/ou délibération à voir).

Principe de subsidiarité

- si CC fait : la CC met à jour et publie le fond de plan sur GéoBretagne
- si pas de volonté CC : SDIS va voir les communes, met à jour le plan (convention IGN). A minima le SDIS publiera la couche de modification transmise à l'IGN et qui est libre de droit (cf. SDIS29)

Réunions prévues

1er semestre 2013 : réunion envisagée avec tous les référents géomatiques du 35

2ème réunion au 2nd semestre 2013 avec tous les usagers de l'adresse (concessionnaires adresses, La Poste, IGN, etc.)

Réunion en parallèle avec AMF pour sensibiliser élus et avoir des porteurs de projet

Rennes Métropole

Base open data (85000 adresses) : mis à jour tous les 6 mois (avec différentiel)

Rennes Métropole dispose de son propre outil de gestion et de son propre outil de signalements

Les modifications sont ainsi visibles dès le lendemain.

L'outil de signalement est à destination de toutes les communes de Rennes Métropole. Il permet de générer les certificats de numérotage.

La sensibilisation a été faite auprès des communes de Rennes Métropole (sauf 4) et l'outil a été mis en production

Q. L'articulation avec SIGN'ADRESSE et GéoBretagne ?

R. Signalement : à voir avec les outils d'import de SIGN'ADRESSE (comme le SDIS 29). F. Chauvin

R. Fond de plan : pas de flux pour le moment (en projet).

Q. Sur le nombre de personnes mobilisées pour l'entretien de ce fond de plan ?

R. 5 personnes (pas à temps plein) pour mise à jour des 36 communes

Process de mise à jour chez TomTom

D. Barbier (directeur technique TomTom) présente sa société et le processus de mise à jour. La présentation exhaustive est [téléchargeable ici](#).

4 processus de mises à jour existent :

1. Agents terrain

Personnels délocalisés sur toute la France pour des questions de proximité (Gauthier Lemaître - Gauthier.Lemaître@tomtom.com - est le contact identifié région Ouest)

Processus mis en place avec des communes : si les communes remontent les informations, TomTom garantit l'intégration dans sa base. Environ 20% de la population couverte via ce biais (partenariats locaux).

2. Mobile mapping

Il s'agit de vans équipés de caméra : 1 fois par an pour autoroutes et routes nationales et 1 fois tous les 4 ans pour routes départementales.

3. Images aériennes

Il s'agit d'un partenariat payant avec BING. Celui-ci est mobilisable en soutien des autres processus.

4. Communauté TomTom

2 modes se distinguent dans la communauté TomTom :

- **Mode actif** (utilisateurs veulent remonter des informations) : des milliers de remontées tous les mois. Ces remontées sont comparées avec hexavia. Les types d'anomalie les plus courants concernent les sens interdit, rond point, limitation vitesse, etc.

Les anomalies sont hiérarchisées pour assurer une réactivité sur l'intégration des anomalies signalées : 5 jours si sources disponibles (orthophotographie, etc.) et pour les zones concernant les villes importantes) et 30 jours sinon.

- **Mode passif :** passe par l'acceptation des conditions d'usage au démarrage d'un appareil (enregistrement des traces GPS des utilisateurs de GPS). Les traces ont permis recalculer la géométrie. Elles servent aussi à détecter des créations de lotissement ou des changements de sens de circulation, de limitation de vitesse.

Q. Où sont les bases et les équipes ?

R. Serveur à Amsterdam et personnes un peu partout dans le monde (équipe qualité en France).

Autres informations

- **Points d'intérêt (POI) :** changement induit par la CNIL : possibilité dorénavant d'intégrer des numéros individuels d'adresse (52% couverts). Travaille à partir du cadastre.

Partenariats avec les grandes marques d'hôtellerie en France.

- **Positionnement de TomTom sur l'open data :** très favorable

- **Utilisateurs des bases TomTom :** Mapy, Apple, ViaMichelin, Pages Jaunes, etc.

Avis TomTom sur démarche GéoBretagne

- intéressés par les signalements "contributeurs publics",

- trouvent pertinents aussi que cet usage fait par TomTom soit valorisé pour inciter les communes à remonter les signalements, et suggèrent de valoriser l'aspect « sécurité » auprès des communes,

- TomTom intéressé par signalements sur nom de rue, sens de circulation, pour compléter le process actuel de mise à jour. TomTom serait disposé à faire un retour sur l'usage fait sur les signalements (process, nb d'anomalies intégrées, etc.)

Questions

Q. F. Bodet : comment bénéficier en retour de plans papier et/ou flux de données ?

R. : le créneau de TomTom n'est pas papier. Sur l'aspect données : ont monté un logiciel (ERMAP) mais pas de flux.

Q. Fonds actuels sur Mappy, ce ne sont pas des flux ?

R. : Non, c'est une extraction tous les 3 mois.

Q. Comment une anomalie¹ est intégrée (validité) ?

R. : Process qualité mise en place : compatibilité en précision, aberration (type rond-point "infini"), etc.

Q. TomTom achète-t-il des données ?

R. : Oui (ex. la poste hexavia ou Bing)

Q. Lieux-dits, d'où viennent-ils ? Comment les CT peuvent-elles signaler des anomalies ?

R. : de la base hexavia. Pour une CT, il faut signer un protocole pour que la société mette un budget pour ça.

Q. Y-a-t-il d'autres expériences avec des échelons départementaux ou régionaux ?

R. : G. Lemaître est en contact avec des DRIRE. M. Marollo : pour contact collectivités. Quelques protocoles avec CG (pour remontée interdits camion).

Idee lancée : voir comment formaliser le partenariat entre TomTom et le PM GéoBretagne.

Retour sur le groupe national Adresse de l'Afigéo

C. Patrault fait un retour sur le groupe national Afigéo sur l'adresse qui s'est réuni le 21/03/2013.

Acteurs présents : IGN, La Poste, SDIS, Ministères (« côté Système d'information »)

A l'ordre du jour de la réunion :

Document ARCEP¹ sur référentiel Voirie-adresse

Une étude de faisabilité d'un référentiel adresse a été lancée par l'ARCEP dans le cadre des projet haut débit. L'objectif était de recadrer cette initiative avec le groupe national Adresse (un chiffre a notamment été avancé « un référentiel unique adresse rapporterait : 5% PIB »).

Points sur travaux en cours

Présentation des expériences SDIS35, GéoVendée, RGD73-74, CRIGE PACA.

Présentation des travaux IGN et La Poste

Depuis la réunion précédente un an plus tôt, l'IGN et La Poste ont travaillé à la création d'une BAN (Base Adresse Nationale).

▪ Point positif

- Création d'identifiants uniques entre IGN et La Poste

- Le guichet unique de signalements RI-PART s'appuie sur les portails existants (donc l'outil sur l'outil SIGN'ADRESSE de GéoBretagne).

▪ Points négatifs

- Le problème juridique n'est pas réglé (du modèle économique choisi dépendra si les données seront « gratuites pour mission de service publique » ou « open-data »).

- La collaboration IGN et La Poste a avancé sans une implication fortes des collectivités.

L'IGN précise que la future Base Adresse Nationale repose sur un système d'information comprenant des interfaces avec les partenaires : collectivités territoriales, SDIS, etc.

▪ Conclusions :

Il faut avancer comme nous le faisons en Bretagne en libérant ses données et en les mettant à disposition sous forme de flux.

Réflexion : ce serait bien de se mettre d'accord sur un modèle de données ? Oui, mais lequel ?

A noter : une expérimentation à Saint-Brice-en-Coglès de la Poste sur numérisation sur QGIS de tous les points de distribution.

▪ Quelles suites aux niveau national ?

Le groupe national devrait se réunir 2 à 3 fois par an. Un travail devrait avoir lieu sur les identifiants

Il y a également un souhait de mobiliser l'INSEE et la DGFIP absents depuis le début des discussions.

Pas de visibilité sur la libération (ou pas) des données du référentiel adresse.

Suites à donner

▪ **F. Chauvin :** doit voir pour possibilité d'articuler l'outil de signalement de Rennes Métropole avec SIGN'ADRESSE (via outil d'import de signalement)

▪ **D. Massiot :** voir pour espace de gestion des flux sur GéoBretagne et mise à disposition du fond de plan voirie-adresse entretenu par le SDIS29 ;

▪ **T. Blouin :** voit si possibilité de disposer des flux OGC sur BDAdresse, Scan Express et BD Uni ;

▪ **D. Barbier :** fait un retour sur les usages possibles chez TomTom des signalements remontés via SIGN'ADRESSE

▪ **L. Vinsonneau et D. Barbier :** voient comment formaliser et valoriser le partenariat TomTom et GéoBretagne ;

▪ **C. Patrault :** diffuse sur la liste le compte rendu officiel et les présentations du groupe national Afigéo sur l'adresse.

¹Autorité de régulation des communications électroniques et des postes